

# FINANCE

## INDUSTRIE FINANCIÈRE

# L'harmonisation des moyens de paiement va stimuler la concurrence

Le 1<sup>er</sup> novembre prochain, la directive sur les services de paiement (DSP) **DOIT ÊTRE TRANSPOSÉE EN EUROPE.**

PAR RYADH BENLARECH

L'abolition des frontières, la monnaie unique et l'élargissement européen sont des facteurs qui ont accru la mobilité au sein du Vieux Continent. Pourtant, pour effectuer des paiements en Europe, beaucoup de consommateurs rencontrent des difficultés. Délai d'attente, frais exorbitants, incompatibilité des systèmes informatiques représentent des contraintes à l'aboutissement d'un marché intérieur européen.

L'efficacité de l'euro dépend donc étroitement de l'harmonisation des moyens de paiement en Europe. Dans ce contexte, la directive européenne sur les services de paiement (DSP) doit être transposée en droit national, au plus tard, le 1<sup>er</sup> novembre prochain. Le but étant de créer une zone de paiement unique en Europe (Sepa - Single European Payment Area).

Il y avait donc urgence à transposer cette loi avant la date butoir pour que la France ne soit pas dans le collimateur de Bruxelles.

De fait, le gouvernement a adopté une ordonnance concernant cette directive, lors du dernier Conseil des ministres, lundi 13 juillet, et qui attend d'être publiée au « JO ». Selon le communiqué du Conseil des ministres, cette ordonnance va accroître l'information des consommateurs en matière de délai d'exécution, de frais et de taux de change lors d'opérations bancaires en Europe. De plus, la responsabilité des prestataires de services de paiement sera renforcée lors des cas de fraudes.

### ■ CONSOMMATEUR GAGNANT

Enfin, cette ordonnance va accentuer la concurrence au bénéfice du consommateur en autorisant la création d'établissements de paiement, aux côtés des banques. Pour garantir la sécurité des moyens de paiement, ces nouveaux établissements seront encadrés de manière très stricte par la commission bancaire et soumis à des agréments spécifiques. « C'est la fin du monopole bancaire en matière de services et systèmes de paiement », selon Yves Bonnemain, consultant chez Canton consulting, cabinet

spécialisé dans les systèmes de paiement. « Les banques françaises seront mises en concurrence avec les nouveaux établissements français et étrangers agréés ainsi qu'avec les banques étrangères », toujours selon Yves Bonnemain.

L'objectif principal du projet Sepa est d'offrir un cadre juridique harmonisé des services de paiement en Europe. Les pays qui participent à ce projet sont les 27 pays de l'UE, et les quatre pays membres de l'Association économique de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse). Ainsi, les consommateurs, les entreprises et les administrations pourront payer en Eu-

rope de la même manière que dans leur propre pays.

Depuis 2008, le virement Sepa est disponible et en coexiste avec les instruments de paiement nationaux. Pour les paiements par carte, la mutation est en cours vers le standard Sepa. Quant au prélèvement Sepa, il sera mis en place à partir de 2010, et en novembre 2010, en France. Par ailleurs, un délai de mutation de ces moyens de paiement jusqu'à la fin 2011 sera nécessaire pour permettre à tous les acteurs de pouvoir les mettre en œuvre. Pour la France, dès

début 2012, il ne devrait y avoir que des moyens de paiement Sepa. ■

**LE BUT EST DE CRÉER UNE ZONE DE PAIEMENT UNIQUE EN EUROPE (SEPA - SINGLE EUROPEAN PAYMENT AREA).**



HAMILTON/REA

### COMPTABILITÉ

## L'IASB veut revoir la règle de la « juste valeur »

La nouvelle norme IAS 39 devrait pouvoir être appliquée **POUR LA CLÔTURE DES COMPTES 2009.**

LE NORMALISATEUR international en matière de comptabilité avait promis d'accélérer la refonte de la norme IAS 39 (en application de cette norme, la plupart des actifs financiers sont valorisés à leur valeur de marché), accusée d'aggraver la situation des établissements financiers en temps de crise. La première étape a été franchie cette semaine : l'International Accounting Standards Board ou IASB a publié mardi son projet de réforme de la norme IAS 39.

### ■ AMÉLIORER LA LISIBILITÉ

Objectif affiché : améliorer la lisibilité des comptes des institutions financières. Là où jusqu'à maintenant une vingtaine de méthodes pouvaient être utilisés pour valoriser les instruments financiers, il n'y en aurait plus que deux. Les produits financiers dégageant des cash-flows prévisibles, comme les obligations souveraines, seraient valorisés à leur coût amortissable. Ceux qui sont plus volatils, comme les produits dérivés, seraient comptabilisés à leur « fair value » (littéralement juste valeur), c'est-à-dire sur la base de leur valeur de marché.

Les normes élaborées par l'IASB sont utilisées par les sociétés cotées de plus de cent pays, notamment par tous ceux de l'Union européenne. Les nouvelles normes et inter-



Sir David Tweedie, chairman de l'IASB.

CHRIS KLEPONS / BLOOMBERG NEWS

prétations sont publiées après un processus (« due process ») composé de plusieurs étapes dont « l'exposure draft », qui soumet le projet aux professionnels afin qu'ils puissent faire part de leurs commentaires.

Dans le cas du projet d'amélioration de la comptabilisation des instruments financiers, ils auront jusqu'au 14 septembre pour communiquer leurs commentaires à l'IASB. Ensuite, la nouvelle norme IAS 39 devrait pouvoir être adoptée courant octobre. De quoi rendre possible son application par les banques et les compagnies d'assurances qui le souhaitent pour la clôture des comptes 2009.

L'IASB prévoit d'avoir achevé le remplacement complet de l'ensemble de la règle de la « fair value », c'est-à-dire de la norme comptable IAS 39, dans le courant de l'année 2010. Son application ne sera pas obligatoire avant janvier 2012. S.R.

### ÉTUDE

## Les traders ont encore des efforts à fournir dans la gestion des risques

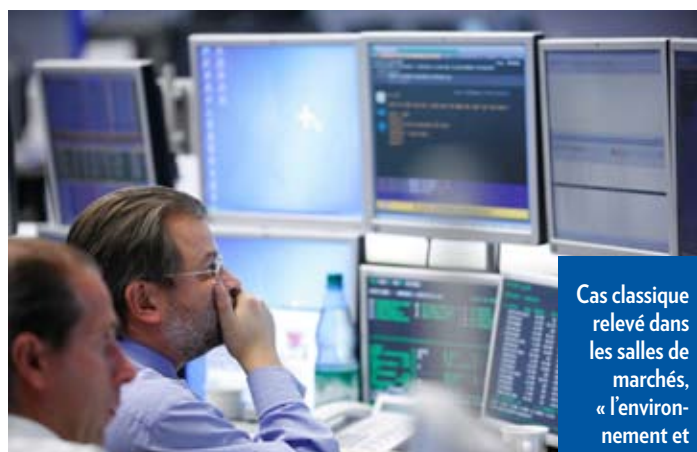
Une étude du cabinet First Finance pointe du doigt les lacunes des traders en termes de management et de gestion des risques. **LES DIFFÉRENTES ÉQUIPES FONCTIONNENT DE MANIÈRE ENCORE TROP CLOISONNÉE.**

ENCORE UN EFFORT. Malgré les leçons tirées de la crise, les lacunes perdurent dans les banques d'investissement. Les traders et responsables de salles de marchés restent encore trop laxistes dans les domaines de gestion du risque et du management de leurs équipes. C'est ce qu'il ressort d'une étude réalisée par le cabinet First Finance, spécialisé dans la formation financière.

Le cabinet a interrogé une cinquantaine de directeurs de formation et de responsables opérationnels dans des banques d'investissement britanniques, françaises, suisses, américaines, allemandes et japonaises installées à Londres.

### ■ MÉCONNAISSANCE

Environ un tiers des sondés estiment qu'il y a une méconnaissance du contrôle et de la gestion des risques au sein de leurs équipes. Ce chiffre est d'autant plus inquiétant que toutes les banques d'investissement ont revu leur système interne de contrôle des risques



depuis l'affaire Kerviel. Les lacunes concernent davantage les risques opérationnels. Les processus de contrôle ne sont pas strictement suivis. Il subsiste des erreurs comme le manque d'informations fournies lors des contrôles. « D'une manière générale, il n'y a pas encore assez de sécurité dans la chaîne entre les traders et la comptabilité, notamment en raison d'un manque de culture transversale de la part d'opérateurs hypers-

pécialisés », explique Éric Chardoillet, PDG du cabinet First Finance. Cas classique relevé dans les salles de marchés, « l'environnement et la culture ne sont pas encore assez adaptés pour permettre aux services de contrôle de s'imposer face aux traders ou à leur hiérarchie ». ■

Cas classique relevé dans les salles de marchés, « l'environnement et la culture ne sont pas encore assez adaptés pour permettre aux services de contrôle de s'imposer face aux traders ou à leur hiérarchie ».

de s'imposer face aux traders ou à leur hiérarchie », ajoute-t-il.

Ces manques relèvent plus généralement d'un problème de management. Les responsables de ressources humaines interrogés reconnaissent que beaucoup de bons traders sont promus sans avoir eu d'expérience ni de formation managériales. Mais l'étude soulève également que 43 % sont insatisfaits de la communication interne aux équipes. « Les salles de marchés fonctionnent encore trop en silo et il y a encore trop de barrières entre les traders et les contrôleurs », souligne Éric Chardoillet. Toutefois, si le cabinet pointe les lacunes à combler au sein des banques, il ne manque pas de noter que des efforts notables ont déjà été fournis. Victime de la fraude de Jérôme Kerviel, la Société Générale a notamment mis en place un programme très lourd de refonte des contrôles des risques et de formation de ses traders.

MATTHIEU PECHBERTY

### ROYAUME-UNI

## Pas de vente rapide des banques nationalisées

**LES MOINS-VALUES POTENTIELLES DE L'ÉTAT** se montent actuellement à 10 milliards de livres.

LES BANQUES NATIONALISÉES britanniques vont rester encore longtemps dans le giron de Downing Street. Dans un rapport publié lundi, l'UK Financial Investments, l'organisme ad hoc qui gère la participation de l'État britannique dans les banques, a averti que la nationalisation allait nécessairement durer plusieurs années. « Le retour de ces investissements au secteur privé sera un challenge. Les montants en jeu sont très importants et une vente réussie de notre participation requiert professionnalisme et patience. »

### ■ 75 MILLIARDS DE LIVRES

Le rapport révèle aussi que la participation de Downing Street représente l'équivalent de 75 milliards de livres (87 milliards d'euros), en comptant les recapitalisations directes ainsi que le plan de garantie des actifs toxiques. Or, les participations valent un peu moins de 65 milliards de livres (76 milliards d'euros) au cours actuel des actions. L'État est donc assis sur une perte potentielle de 10,9 milliards



Northern Rock est, comme les autres banques britanniques nationalisées, concerné par l'avertissement de l'UK Financial Investments.

BLOOMBERG NEWS

de livres. C'est cependant nettement moins qu'en février, quand la perte était de 18,1 milliards de livres. E.A., À LONDRES